

# La bioéconomie de la dernière chance

---

LEMONDE.FR | 28.06.11 | 09h06 • Mis à jour le 28.06.11 | 09h58

## Est-il problème économique plus important et plus urgent que la survie de l'humanité ?

En 2050, le monde comptera environ 9 milliards d'habitants, aspirant tous, légitimement aux niveaux de vie des peuples actuellement développés. Or, la généralisation des standards européens ou étatsuniens actuels, exigerait une quantité de ressources représentant 4 à 7 fois celles dont peut disposer notre planète sans épuiser son patrimoine productif.

### Devant cette situation, nous disposons de deux grilles de lecture du temps.

David Brouwer – fondateur de Friends of the Earth – prenant au pied de la lettre le récit biblique de la création de l'univers en une semaine – fait remonter à trois minutes l'apparition de l'humanité, à un quart de seconde la naissance du Christ et à un quarantième de seconde la formation de la société industrielle. "Et nous sommes entourés, ajoute-t-il, de gens qui croient qu'ils pourront faire, pour l'éternité, ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde" :

Ce quarantième de seconde est le temps de la science économique "standard", née avec la société industrielle : celui d'un système nécessairement statique, entièrement replié sur sa propre logique interne dont la loi suprême serait l'équilibre et dont chaque instant, parce qu'il est immobile, serait censé représenter l'éternité.

La semaine est le temps de l'ouverture sur l'espace, (plus les objets sont éloignés, plus est grand le temps nécessaire pour que leur image parvienne jusqu'à nous : 1 minute 28 secondes pour la lune, 8 minutes 30 secondes pour le soleil) ; c'est celui du mouvement porteur des sociétés humaines, dans lequel celles-ci constituent la pointe avancée de l'évolution universelle. Nous ne saurions lire les grandes transformations de l'économie qu'à la lumière de ce temps long.

### Nous devons réinventer l'économie à la lumière de ce temps long.

Dire que l'humanité consomme plus d'une planète est une façon d'affirmer qu'elle a franchi les limites de la capacité de charge de la biosphère. Il s'agit d'un tournant décisif. Alors que toute la rationalité économique reposait sur la convention fondamentale d'une nature à la fois avare de ses fruits et inépuisable, l'humanité se trouve aujourd'hui confrontée aux réalités strictement inverses de la destruction de son patrimoine de ressources naturelles par des productions excessives.

C'est le sens même et la portée de toute l'activité économique qui se trouvent remis en question :

D'un point de vue global, le "plus" de productions finale cesse d'être nécessairement le "mieux". Hier, produire plus de blé pour des populations vivant au niveau du minimum vital relevait de l'évidence (de Quesnay à Stuart Mill, tous les économistes l'ont clairement affirmé) ; en dirait-on forcément autant aujourd'hui, de plus d'automobiles au prix de plus d'encombrements, de surconsommation énergétique et de pollution ? La question redoutable du "pourquoi ?... pour quoi faire ?" – c'est-à-dire des finalités, des valeurs et de l'éthique – fait son apparition. Quoique

n'appartenant pas au champ de la réfutabilité par lequel Popper définit le domaine du discours scientifique, l'éthique devient incontournable à l'économiste.

L'économie se trouve confrontée à sa vraie nature d'activité non seulement optimisatrice de valeurs monétaires, mais également transformatrice de ressources et d'énergies réelles ; elle ne saurait se reproduire elle-même dans le temps que dans la mesure où ses règles d'optimisation restent subordonnées au respect des fonctions assurant la reproduction à très long terme de la nature ; elle est amenée à se penser dans la reproduction du monde.

**Le paradigme qui s'impose aux sociétés n'est plus celui de la mécanique, mais celui de la biologie et des systèmes complexes régissant la survie évolutive de l'humanité et de la biosphère.** Il n'est désormais d'économie viable qu'une bio-économie au sens propre, c'est-à-dire une économie ouverte aux lois de la biosphère, à l'opposé de la conception néolibérale (d'un Gary Becker par exemple) selon laquelle c'est la biosphère qui se réduit aux dimensions de l'économique.

Ces considérations ne sont pas seulement théoriques : elles comportent des conséquences pour l'organisation et la politique économique des nations.

Il ne s'agit pas de gérer le présent, mais de construire l'avenir.

Le monde n'évolue qu'en se renouvelant, à travers le franchissement de seuils, mutations et métamorphoses : hier le néolithique, la société industrielle, la conquête de énergies fossiles ; aujourd'hui le passage à l'immatériel. Chacune de ces mutations se traduit par un changement de paradigme consacrant le déclin des modes de pensée de la période précédente et s'attachant à rendre compte des nouvelles réalités du monde. Or, en dépit des crises et des catastrophes qu'il ne cesse de provoquer, le paradigme néolibéral – défenseur de l'ordre dépassé d'hier – reste encore dominant.

### **L'humanité continue son chemin sur la pente fatale.**

Tous les indices – menaces quantitatives et qualitatives sur l'eau, réduction de la biodiversité, changements climatiques... – convergent vers la même conclusion : "La viabilité des économies est en danger", écrit en 2007, Achim Steiner directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Un rapport publié le 12 mai, du même organisme, s'attache à examiner la possibilité d'un découplage entre l'élévation des niveaux de vie – qu'il s'agit de poursuivre – et la consommation des ressources productives de la planète, qu'il convient de maîtriser. Il en ressort notamment, qu'une croissance mondiale viable, impliquant un retour aux consommations de ressources naturelles de l'année 2000, exigerait une division par trois des consommations actuelles de ces ressources pour les pays industrialisés, et une stabilisation pour les autres. Les auteurs de l'étude soulignent eux-mêmes que cela ne pourrait être obtenu que moyennant une quantité de contraintes qui "peut être difficilement envisagée".

Pourtant, bien que l'on ait perdu beaucoup de temps, la situation n'est pas encore totalement désespérée. Ainsi, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) – dans un rapport du 9 mai 2011 – laisse entrevoir la possibilité d'un accroissement spectaculaire de la part des énergies renouvelables (proche de 80 %) dans la consommation énergétique. Le PNUE comme le GIEC soulignent l'ampleur des efforts à entreprendre.

Il ne faut pas se tromper de stratégie. Là où l'on s'attache à protéger et conserver, il faudrait repenser et innover.

### **Les politiques du "quarantième de seconde", ne sont pas à la hauteur du**

**défi.** Ni les mesures simplement défensives et restrictives, ni les calculs d'apothicaire, ajustant à la marge – au sein de la sphère économique – les coûts et avantages des politiques environnementales ne suffiront à régler le problème. Protéger, préserver, économiser, recycler... tout cela est indispensable mais notoirement dérisoire au regard de l'ampleur des reconversions qu'il s'agit d'effectuer dans le temps limité dont on dispose.

Dans un monde évolutif, on ne surmonte les difficultés que par dépassement. C'est à un effort considérable de recherche, d'investissement et d'innovation – à la fois technologique, économique, et sociale – que doit être donnée la priorité : "La clé, déclare l'un des auteurs du rapport du PNUE, c'est l'innovation." Il nous faut inventer de nouvelles techniques, de nouveaux modes de production, de consommation, d'utilisation de l'espace, réapprendre à utiliser les écosystèmes pour stabiliser les sols, absorber les eaux et prévenir les catastrophes naturelles ; réhabiliter les économies de proximité, assurer le droit des peuples à satisfaire par eux-mêmes leurs besoins fondamentaux. Le caractère directement mondial des problèmes qui menacent les fonctions régulatrices de la biosphère appelle la création d'institutions exprimant directement l'intérêt de l'humanité tout entière : gouvernance mondiale à ne pas confondre avec l'arbitrage entre intérêts nationaux au sein d'organismes tels que le G8 ou le G20.

En un mot, réinventer le monde dans un temps limité. "There is no alternative..."

---

Ce texte a été réalisé dans le cadre des travaux du Collegium international.

René Passet, professeur émérite d'économie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, membre du